

Transparence fiscale autour des entreprises d'État - Enjeux et solutions pratiques : *le point de vue des pays en développement*

Présentation par :

Martha, Chizimba, Monaosyile Mhango, Eliam Kadewele

17 mai 2018

32e Conférence internationale de formation de l'ICGFM, Miami, Floride, États-Unis.

Présentation

- **Introduction**

- Transparence budgétaire
- Entreprises publiques
- Transparence fiscale dans les entreprises publiques

- **Corps principal : Pratiques favorisant la transparence fiscale**

- Dispositif institutionnel pour le contrôle financier des entreprises publiques
- Le pouvoir de la motivation et du travail d'équipe
- Cadre juridique
- Outils et instruments
- Collaboration
- Utilisation de systèmes d'information agiles

- **Conclusion**

- Problèmes/défis
- Solutions pratiques
- Messages clés à retenir

Transparence budgétaire

- Elle implique la disponibilité d'informations sur la façon dont les gouvernements collectent, dépensent et gèrent les ressources publiques.
- Elle offre une plate-forme où les gouvernements peuvent rendre des comptes.
- Elle renforce la surveillance budgétaire, l'élaboration des politiques et la responsabilisation.
- Elle nécessite d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la gestion budgétaire.
- Elle fournit des incitations supplémentaires pour des politiques budgétaires saines.



Transparence fiscale- Mesure

- L'indice du budget ouvert (IBO) est la mesure commune de la transparence fiscale.
- Selon des études menées en 2013, les performances générales sur l'IBO étaient médiocres, en moyenne de 43 sur 100, pour 77 pays.
- Les pays dépendants de l'aide se classent généralement bien sur l'IBO
- L'absence de sites Web est un facteur majeur affectant les scores dans de nombreux pays.

Transparence fiscale - Facteurs de conduite

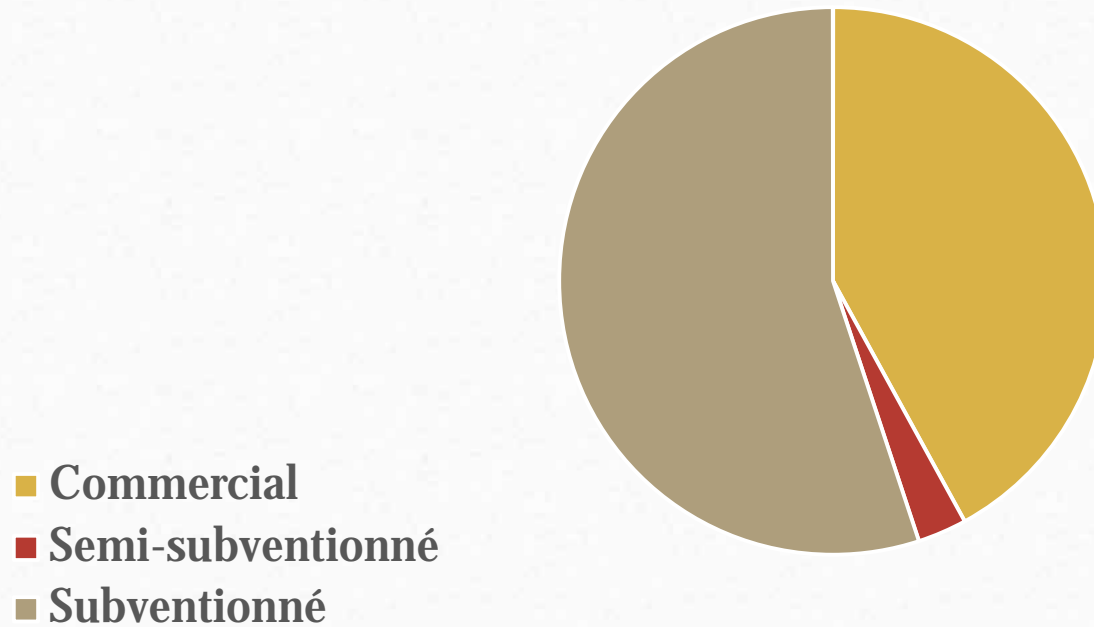
- Démocratisation
- Les crises fiscales et économiques qui obligent les gouvernements à mettre en place des mécanismes pour renforcer la discipline budgétaire et le contrôle indépendant.
- Des cas de corruption largement médiatisés, exigeant la nécessité d'un accès public à l'information fiscale.
- Les influences externes qui favorisent les normes mondiales et renforcent la responsabilisation.

Entreprises publiques - Définition et objectif

- La loi sur la GFP, le Malawi définit les entreprises publiques au sein des organismes statutaires.
- Ainsi, les entreprises publiques sont des sociétés dans lesquelles les gouvernements contrôlent la composition du conseil ou détiennent plus de 50 % du capital social ou des droits de vote.
- Elles sont établies par des instruments juridiques distincts, tels que déterminés par le gouvernement.
- Elles sont établis pour fournir des services spécifiques tels que définis à partir de leur instrument mandataire - par ex. Régies des eaux.
- Actuellement, il y a 66 entreprises d'État au Malawi : classées comme commerciales, semi-subsventionnées, subsventionnées

Entreprises publiques au Malawi

Catégorisation des entreprises publiques



Transparence fiscale dans les entreprises publiques - Principes

- Divulcation d'informations importantes : au Malawi, à travers les plans de gestion de la performance et les budgets
- S'assurer que la divulgation est conforme aux normes comptables de haute qualité.
- Entreprendre un audit annuel par un auditeur indépendant, compétent et qualifié.
- S'assurer que les canaux de diffusion de l'information permettent un accès égal, opportun et économique aux informations pertinentes par les utilisateurs.

Transparence fiscale dans les entreprises publiques

- Les entreprises publiques opèrent dans un contexte juridique, institutionnel et économique spécifique.
- La tentative d'améliorer leur gouvernance doit être adaptée à ces circonstances.
- Les entreprises d'État sont assujetties à divers degrés d'application et de restriction en fonction de leur environnement réglementaire ainsi que du secteur dans lequel elles opèrent
- Néanmoins, tout comme les sociétés cotées sont responsables devant les actionnaires, les entreprises publiques doivent rendre des comptes au grand public.

Transparence fiscale : les entreprises publiques malawiennes

- Les entreprises d'État sont tenues de soumettre leurs états financiers annuels audités au ministère des Finances avant le 31 octobre.
- La loi exige en outre que les états financiers vérifiés soient soumis au vérificateur général.
- Le vérificateur général présente au parlement; le cas échéant, les états financiers sont publiés.
- Avant d'être soumis au Vérificateur général, le vérificateur externe des entreprises d'État présente l'état financier aux conseils respectifs.

Pratiques favorisant la transparence fiscale du Malawi et d'autres pays

Dispositif institutionnel pour la supervision financière des entreprises publiques

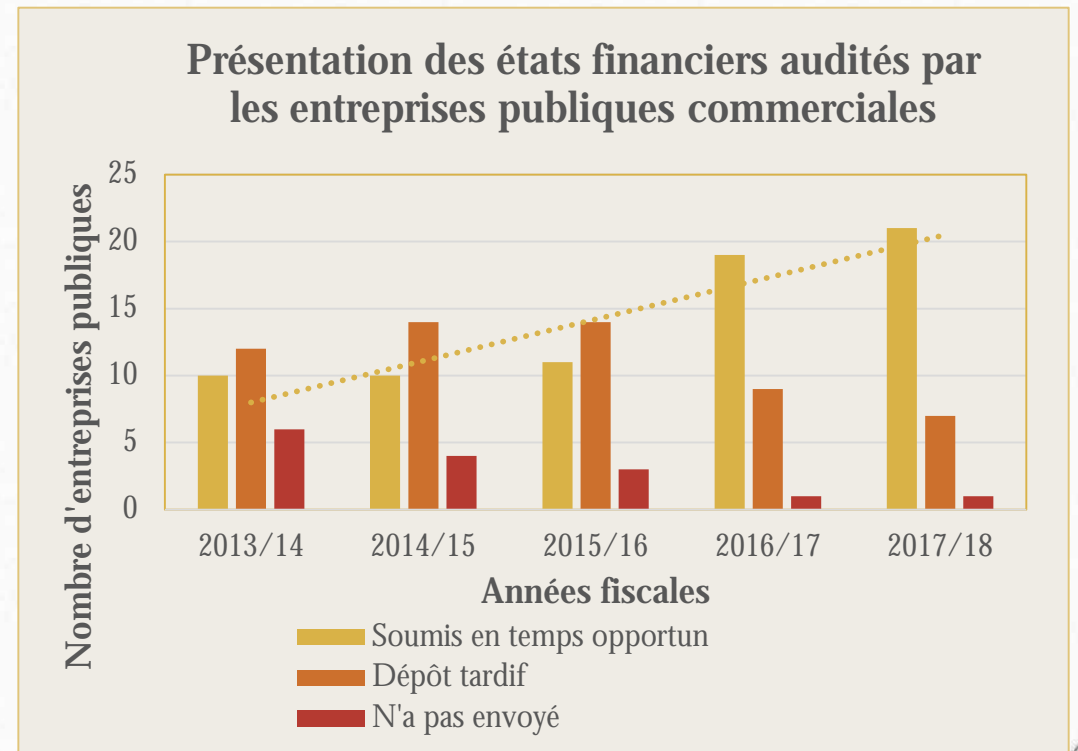
- La surveillance financière des entreprises publiques nécessite un engagement du gouvernement
- Au Malawi, un département dédié, PERMU, est instituée au sein du ministère des Finances.
- Les analyses sont effectuées par le département pour fournir des informations significatives sur le rendement aux intervenants.
- Le département coordonne en outre les réformes visant à promouvoir la transparence.
 - Réformes de l'environnement et des systèmes de réglementation, entre autres.

Le pouvoir de la motivation et du travail d'équipe



Cadre juridique

- La Loi, la législation sur la GFP, fournit la base de la transparence fiscale.
- Les entreprises d'État sont tenues de produire et de soumettre des états financiers vérifiés à l'externe au ministère des Finances.
- La conformité et l'administration des sanctions sont un problème, bien qu'il y ait des améliorations significatives



Outils et instruments pour la transparence fiscale

- Pour opérationnaliser les lois, des directives et des règlements ont été élaborés (par exemple, les emprunts, la préparation de PMPB et les dividendes et les excédents).
- Ils guident les entreprises publiques dans la préparation des budgets et la conclusion de prêts et d'autres facilités.
- Les informations clés sur la performance des entreprises publiques font partie du rapport économique annuel, qui fait partie des documents budgétaires et est accessible au public.
- Du côté de la demande, une législation permissive est en place pour permettre au grand public d'accéder à l'information - une étude de cas du Paraguay, du Brésil, du Mexique et de la Corée appuie cette idée.

Collaboration

- La collaboration est une pratique clé qui favorise la compréhension mutuelle des opérations des entreprises publiques.
- Grâce à des examens budgétaires et à un suivi du budget, les entreprises publiques interagissent étroitement avec le Ministère des Finances, le DSC, les ministères concernés et d'autres parties prenantes.
- L'information est fournie dans le processus, ce qui favorise davantage la transparence.
- La cérémonie de signature des Lettres d'attentes des actionnaires a été organisée



Utilisation de systèmes d'information agiles

- La transparence fiscale nécessite la disponibilité d'informations fiscales pour le public.
- Le gouvernement du Malawi est en train d'élaborer une base de données et un site Web sur Internet pour encourager la disponibilité de l'information financière.
- Les plates-formes en ligne assure la disponibilité de l'information fiscale à moindre coût
- Les systèmes d'information de gestion, par ex. IFMIS, facilitent la production de rapports de qualité supérieure en temps opportun.

Conclusions

Problèmes et défis

- La résistance au changement de certaines entreprises publiques a été utilisée pour limiter la transparence.
- Désalignement entre le PFMA et d'autres lois sur la façon de régler les problèmes de gestion financière
- Des rôles conflictuels entre le ministère des Finances et le DSC sur la fonction de supervision financière.
- Les investissements dans les systèmes d'information et d'autres réformes favorisant la transparence fiscale peuvent être coûteux,

Solution pratique

- S'assurer que le gouvernement collabore avec les entreprises publiques pour améliorer la compréhension mutuelle sur le besoin de transparence
- Engager le réexamen d'instruments juridiques dans le but d'harmoniser
- Termes de référence pour le DSC et le MoF développés pour promouvoir la compréhension mutuelle des responsabilités en matière de supervision financière des entreprises publiques

Messages clés à emporter avec soi

- La transparence implique de rendre l'information disponible au public.
- Un engagement et une collaboration efficaces offrent des résultats en matière de transparence fiscale.
- Une fonction de surveillance financière efficace assure la transparence fiscale.
- Un environnement réglementaire solide est la clé de la transparence.
- La transparence fiscale des entreprises publiques est difficile car elles sont soumises à des dispositifs de gouvernance et de gestion financière différents

A white, cloud-shaped sticker with a small tail at the bottom, containing the text "Thank you!!" in a bold, black, sans-serif font. The sticker is placed on a brown corkboard background. The entire scene is framed by a white border with four silver corner fasteners.

**Thank
you!!**